



Réaction FO à l'annonce du plan d'investissement

A l'occasion de la présentation du plan France 2030, FO rappelle qu'elle a toujours soutenu la nécessité d'une politique industrielle, dotée d'une vision stratégique et pilotée par l'Etat dans le cadre d'une planification à long terme.

Après plusieurs décennies de désindustrialisation, la reconquête industrielle est d'autant plus nécessaire que la crise sanitaire a révélé les déficiences et dépendances d'approvisionnement. Elle doit conduire à protéger la population dans son ensemble, les salariés et l'emploi comme les salaires face aux aléas du marché et aux enjeux induits par la transformation numérique et le changement climatique en réinstaurant une économie au service du progrès et de la justice sociale.

A l'égal de ce qu'elle revendique de longue date quant aux dispositifs divers d'aides publiques aux entreprises, d'autant plus dans le contexte de leur déploiement massif face à la crise sanitaire, FO réaffirme l'exigence que les financements publics engagés, prêts, aides, subventions ou baisses d'impôts, doivent impérativement être conditionnés à des objectifs et associés à des dispositifs de suivi étroit, évaluation, contrôle et éventuellement de sanctions en cas de manquements aux engagements.

FO souligne qu'il est encore trop souvent nécessaire de se mobiliser contre des fermetures de sites industriels et pour le maintien des emplois dans des activités considérées comme stratégiques ou contre des suppressions d'emplois n'ayant d'autres fins que la rentabilité financière.

La relance et la réindustrialisation doivent également conduire à préserver et renforcer les moyens du service public et de santé, d'éducation nationale, d'aménagement du territoire et d'environnement et conforter les services publics de proximité, élément incontournable de l'attractivité des territoires, à l'encontre des choix qui prévalent depuis trop longtemps.

FO rappelle la revendication qu'elle porte de l'indispensable et urgente revalorisation-reconsidération des emplois de services à la personne et plus largement de ceux dits de la « deuxième ligne » et confinés aux bas salaires, qui devrait être placée au cœur de la relance et de l'investissement.

FO affirme que les déclarations du président de la République sur le temps de travail des salariés français en comparaison avec leurs voisins sont contestables. Si l'objectif est implicitement de maintenir dans le débat le sujet d'une réforme des retraites et le recul de l'âge de départ, FO réaffirme sa détermination à s'y opposer.

Paris, le 13 octobre 2021

Contact :

Yves VEYRIER
Secrétaire général

Secrétariat général

 [yveyrier](mailto:yveyrier@force-ouvriere.fr)

 [@force-ouvriere.fr](https://www.force-ouvriere.fr)

 01.40.52.86.01